

# Etats-Unis : des scientifiques en guerre contre la brigade climatosceptique de Trump

Anaïs Moran

**Vent debout contre un rapport censé justifier le projet de torpillage du socle juridique limitant les émissions de CO<sub>2</sub>, les chercheurs ripostent à coups de contre analyses et de commentaires critiques.**

La fronde scientifique contre Donald Trump et son [administration climatosceptique](#) s'organise. Cet été, la négation de la réalité du changement climatique a atteint un degré tel, au plus haut sommet de l'exécutif, qu'il était impossible pour la communauté de chercheurs de ne pas réagir. [Fin juillet](#), l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), sanctuaire de la [dérégulation environnementale](#) depuis le retour du républicain au pouvoir, a annoncé son intention d'abroger la décision «Endangerment Finding», prise en 2009 sous l'ère Obama, qui constitue précisément le socle juridique de l'EPA pour limiter les gaz à effet de serre aux Etats-Unis. «*Si elle est finalisée, [cette abrogation] serait la plus grande mesure de dérégulation de l'histoire des Etats-Unis*», s'est targué Lee Zeldin, [patron de l'agence](#). Un effrayant torpillage face auquel les experts du climat ont décidé de riposter.

Pour donner corps à son initiative, qui permettrait officiellement à l'administration trumpienne de ne plus considérer les gaz à effet de serre comme une menace pour «*la santé publique et le bien-être des générations présentes et futures*» – et ainsi de stopper toute politique de diminution des émissions des voitures et des centrales électriques – l'EPA s'appuie sur une [évaluation](#) de 150 pages relative à «*l'impact des gaz à effet de serre sur le climat des Etats-Unis*» et commandée par le département de l'Energie.

## ***Cinq chercheurs climatosceptiques***

Dévoilée le 23 juillet, cette analyse a été soumise à une [consultation publique](#), ouverte tout au long du mois d'août, et c'est là que la contre-offensive a surgi, avec 59 563 commentaires recueillis. L'unique (et pas des moindres) raison de la contestation contre le document : il remet en question réchauffement d'origine humaine. Les cinq chercheurs qui l'ont rédigé ont été soigneusement sélectionnés par Chris Wright, aujourd'hui secrétaire à l'Energie, mais ancien cadre pétrolier fondateur d'une société spécialisée dans la fracturation hydraulique. Au sein de ce groupe de travail sur le climat trié sur le volet figure [Steven E. Koonin](#), physicien ayant fréquemment remis en cause la science du climat, John Christy, spécialiste de l'atmosphère qui conteste [l'ampleur du réchauffement dû aux activités humaines](#), ou encore Judith Curry, climatologue qui juge le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies (Giec) trop alarmiste et considère la mise en œuvre de politiques climatiques disproportionnée.

*«Ce rapport constitue une lecture totalement déconnectée des faits de l'immense majorité de la littérature scientifique produite au cours des cinquante dernières années [...] Voir de telles affirmations publiées par le gouvernement fédéral est une véritable aberration»*, dénonce

dans [son commentaire](#) posté il y a moins d'une semaine la géochimiste spécialiste des océans, Devon Cole.

*«Cette approche ne se contente pas de passer outre les montagnes de données rigoureuses. Elle risque également de promouvoir une désinformation qui profite en fin de compte aux intérêts des combustibles fossiles, au détriment de la santé publique et de l'intégrité environnementale»*, déplore de son côté Chris Henderson, qui *«en tant que scientifique et citoyen américain»* se sentait *«obligé»* [d'émettre son avis](#) lors de la consultation publique – malgré le rattachement de son laboratoire, le Pacific Northwest National Laboratory, au département de l'Energie des États-Unis.

### ***Truffé «d'erreurs, de désinformations, de sélection biaisée des données***

L'une des critiques les plus virulentes à l'encontre du rapport adoubé par l'EPA est venue d'une [contre-étude](#) publiée le 30 août et réalisée par plus de 85 scientifiques. Les experts y écrivent que le document du «Climate Working Group» est truffé *«d'erreurs, de désinformations, de sélection biaisée des données, ainsi que des statistiques erronées ou absentes»*, et qu'il ne dispose pas des *«garde-fous»* nécessaires pour une *«évaluation de cette envergure»* (nombre d'auteurs trop restreint pour couvrir toutes les spécialités des sciences climatiques, aucun examen impartial par les pairs, etc).

Dans leur évaluation, les cinq auteurs choisis par le secrétaire à l'Energie affirment que les modélisations sur lesquelles s'appuie le Giec ont tendance à *«surestimer»* le réchauffement, ou encore que le que le dioxyde de carbone est un gaz à effet de serre qui *«aide les plantes à pousser»*, sans rien dire de ses impacts négatifs sur la végétation liés aux chaleurs extrêmes, aux feux de forêt, aux inondations... *«Le rapport nécessitera des révisions très importantes avant de pouvoir être utilisé par toute agence fédérale ou autre entité»*, alerte la coalition de chercheurs.

Ce collectif, essentiellement composé d'Américains, n'est pas le seul à exhorter l'EPA à faire machine arrière. [Dans leur contribution à la consultation publique](#), les scientifiques de l'American Meteorological Society évoquent à l'unisson des *«lacunes fondamentales»* dans le document élaboré par le «Climate Working Group» qui, *«prises isolément, placent le rapport en contradiction avec les principes et pratiques scientifiques»*. Les auteurs *«n'ont retenu que les informations favorables à leurs conclusions préétablies»*, a également [fustigé](#) le chercheur Peter Gleick, au nom de l'Académie des sciences américaine.

La suite ? Le porte-parole du secrétariat à l'Energie a assuré que Chris Wright et son équipe *«prendraient en compte les commentaires substantiels»* issus de ce mois de consultation. Deux grandes organisations spécialisées dans les sciences et l'environnement (le Fond de défense environnemental et l'Union des scientifiques préoccupés), ont fait savoir, de leur côté, qu'elles avaient lancé une procédure pour contester toute cette affaire devant la justice.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)